



PHOTO : ISTOCK/WANGANGI, ALAMY/ ANDREY GUDKOV, ALAMY/BARRY WEBSON, ALAMY/PETITIMUSS

Une Afrique compétitive

L'intégration économique pourrait faire du continent un acteur à l'échelle mondiale

Hippolyte Fofack

L'Afrique figure pratiquement en bas du classement de la compétitivité économique mondiale, car la fragmentation de ses marchés bride son efficacité et freine sa croissance économique.

Aujourd'hui, un nouvel acteur surgit, qui pourrait défragmenter le continent et doper la productivité de ses économies : la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLEC). En mars 2018, 44 chefs d'État africains ont signé un accord instaurant un marché continental unique de produits et services, assorti de la libre circulation des capitaux et des voyageurs d'affaires, et, en juillet, cinq autres signataires, dont l'Afrique du Sud, les ont rejoints. Cet accord doit encore être ratifié par les parlements de 22 pays au moins ; à ce jour, sept l'ont fait.

La ZLEC pourrait non seulement améliorer l'efficacité des marchés et réduire les coûts de la conduite des affaires en permettant des économies d'échelle, mais elle pourrait aussi faciliter les échanges et les investissements et redéfinir la composition et l'orientation des flux d'IDE vers l'Afrique.

La grande question est de savoir si cette initiative permettra aussi d'améliorer la compétitivité des économies africaines. La compétitivité (ensemble d'institutions, de politiques et de facteurs favorisant la productivité) est la pièce maîtresse d'une croissance durable et permet aux pays de s'acheminer vers une intégration réelle dans l'économie mondiale.

L'indicateur de compétitivité mondiale, indice de performance établi chaque année par le Forum économique mondial pour classer les pays, montre que les niveaux de compétitivité varient considérablement d'un pays à l'autre. Ces variations s'expliquent par le stade de développement économique, l'écart d'infrastructures physiques et technologiques entre pays avancés et nombre de pays

en développement, et l'incapacité d'un certain nombre de pays en développement d'entreprendre les grandes réformes économiques et institutionnelles indispensables à l'amélioration de leur efficacité sur les marchés.

Les quelques pays africains qui ont connu les taux de croissance les plus rapides de ces dix dernières années ont aussi progressé sur l'échelle de compétitivité mondiale. Ces pays (notamment Côte d'Ivoire, Éthiopie et Rwanda) tirent de plus en plus parti de l'amélioration de leur compétitivité et de leurs conditions macroéconomiques pour diversifier leurs sources de croissance et d'échanges, et développer ainsi leurs parts de marché au niveau mondial. Toutefois, la plupart des autres pays africains sont probablement les derniers arrivés dans la course à l'amélioration de la compétitivité. Or, ces derniers temps, la scène économique mondiale est dominée par la montée d'un nationalisme du chacun pour soi et d'un protectionnisme sournois. Les économies dominantes se détournent de plus en plus du système fondé sur des règles qui régit les accords commerciaux dans le monde depuis des décennies, pour s'orienter vers un nouveau mercantilisme qui mesure les résultats économiques des pays à l'aune de leurs excédents commerciaux.

Dans cette nouvelle réalité, la compétitivité est sans doute encore plus importante pour les pays émergents et en développement. L'impulsion donnée par la ZLEC pour approfondir l'intégration économique et stimuler les échanges au sein de l'Afrique pourrait aussi atténuer les coûts entraînés par des chocs mondiaux. Un marché intérieur plus vaste et performant agit comme une assurance contre les soubresauts du commerce international liés à la volatilité mondiale ou à la contraction de la demande dans le monde.

Les « mondialisés » actifs ou passifs

Dans un monde commercial à somme nulle, un nombre croissant de pays se disputent le même marché. Seuls les plus compétitifs (ceux dont les fondamentaux économiques et les cadres stratégiques sont forts et les sources de croissance diversifiées) ont des chances de se tailler une place de plus en plus importante dans les échanges internationaux. Ce sont les « mondialisés actifs », ceux qui sont sans doute le mieux positionnés pour atténuer les risques liés à l'intégration économique et financière mondiale, et donc pour tirer pleinement parti des bienfaits de la mondialisation. Les pays les moins compétitifs sont restés des « mondialisés passifs », c'est-à-dire des victimes impuissantes de la mondialisation, qui ont sans cesse servi de fournisseurs des matières premières et des ressources naturelles indispensables au développement de la production manufacturière dans les pays plus activement mondialisés (Fofack, à paraître).

Il n'est pas surprenant que les mondialisés passifs aient été plus vulnérables aux risques inhérents à la mondialisation, notamment à la transmission plus rapide des chocs négatifs d'un pays à l'autre, aux fluctuations des prix des produits de base, à la détérioration prolongée des termes de l'échange des matières premières et au repli de la demande mondiale déclenché soit par un protection-

technologique. Les progrès ont été tout aussi lents au niveau des facteurs de compétitivité axés sur l'efficacité — maturité technologique, taille des marchés et efficacité des marchés des produits et du travail. En outre, la fragmentation des marchés a freiné la croissance en décourageant les grands investissements à long terme.

Malgré la baisse des taxes à l'importation au sein des différentes communautés économiques régionales du continent, divers obstacles non tarifaires et réglementaires continuent d'augmenter les coûts de transaction et de limiter la circulation des produits, des services, de la main-d'œuvre et des capitaux d'un pays à l'autre. Ces obstacles sont notamment les retards aux frontières, les lourdes procédures de contrôle et de douane, les innombrables exigences réglementaires et, de plus en plus, l'obligation pour les importateurs d'obtenir un acquit-à-caution de transit sur les principaux axes commerciaux. Les échanges d'un pays à l'autre en Afrique restent plus onéreux et plus lents que dans n'importe quelle autre région du globe, et les pays africains commercent davantage avec le reste du monde qu'entre eux.

En Afrique, le coût moyen d'importation d'un conteneur est de l'ordre de 2.492 dollars, contre 935 dollars en Asie de l'Est et Pacifique, et 1.488 dollars en Amérique latine et aux Caraïbes (Brenton et Isik, 2012). Il n'est pas surprenant que le commerce intrarégional, même

L'Afrique a été qualifiée de continent à fort potentiel — pourtant, l'exploitation de ce potentiel a été l'un de ses principaux défis.

nisme sournois, soit par des récessions synchronisées. Ces risques ont asphyxié les aspirations des pays restés à la traîne, dont la plupart se sont trouvés enfermés dans un cercle vicieux de croissance excessivement volatile et de crise structurelle de balance des paiements. Il semble donc que la compétitivité a sans doute de vastes conséquences macroéconomiques.

La compétitivité va de pair avec la performance commerciale, et donc avec la croissance économique, et le principal facteur déterminant de la croissance du PIB aussi bien dans les pays avancés que dans les pays en développement est l'innovation. Les pays africains qui connaissent la croissance la plus rapide sont aussi ceux qui arrivent le mieux à diversifier leurs exportations. Le niveau d'innovation et d'efficacité des processus de production pourrait bien constituer la ligne de fracture entre pays avancés et pays en développement, ainsi qu'entre mondialisés actifs et passifs.

L'Afrique est confrontée à une multitude d'obstacles à la compétitivité et au commerce. Les mesures d'amélioration des infrastructures économiques et les réformes visant à stimuler l'innovation ont été entravées par la résistance institutionnelle et par les coûts considérables liés au développement des infrastructures et au rattrapage

en hausse, reste relativement rare et ne représente qu'environ 15 % du commerce total en Afrique, tandis qu'il représente 68 % en Europe et 58 % en Asie (Fofack, à paraître ; Afreximbank, 2018). Outre les obstacles non tarifaires, l'état de la gouvernance, la structure de production, l'orientation des échanges héritée du modèle colonial d'extraction des ressources naturelles et les contraintes qui pèsent sur l'offre jouent aussi un rôle. Parmi ces dernières, il convient notamment de citer la faiblesse de l'activité manufacturière, le coût élevé du financement des échanges, l'accès restreint aux informations et l'absence ou le coût important d'infrastructures favorisant les échanges.

Le processus de défragmentation du continent africain dans le cadre de la ZLEC est donc la première étape pour stimuler la compétitivité et aider les pays africains à s'intégrer dans l'économie mondiale en tant que « mondialisés actifs ». Cette zone de libre-échange continentale constituera un marché de 1,2 milliard de personnes, avec un PIB cumulé de 2.500 milliards de dollars, et des dépenses cumulées au niveau des consommateurs et des entreprises de plus de 4.000 milliards de dollars. Selon des premières simulations reposant sur l'amélioration de l'efficacité des marchés des produits et du travail dans le cadre de la ZLEC, l'Afrique verra son classement global

à l'Indice de compétitivité mondiale s'améliorer considérablement à la fois à court et à moyen termes.

À long terme, le classement moyen de l'Afrique pourrait encore continuer de s'améliorer. Il le pourrait en effet si la zone de libre-échange continentale engendre un environnement commercial et économique plus dynamique, qui permette de développer les activités manufacturières, de pérenniser la croissance des industries agroalimentaires aptes à s'intégrer aux chaînes de valeur, et d'accélérer le développement et l'intégration des marchés financiers. De tels progrès financiers pourraient, par exemple, permettre la cotation croisée d'entreprises sur différents marchés boursiers et favoriser le développement du financement non bancaire ainsi que la mise en place de bureaux d'information sur le crédit, afin de réduire l'asymétrie d'informations et de limiter le risque de crédit. Pour finir, ces mesures pourraient faciliter l'accès au crédit dans une région où le faible développement de l'intermédiation financière et la fragmentation des marchés financiers ont sonné le glas de la compétitivité et de la croissance du secteur privé.

L'instauration de l'une des plus grandes zones de libre-échange au monde pourrait également doper la compétitivité via d'autres biais : transfert de technologies, développement de l'industrie, diversification des sources de croissance et hausse des échanges à l'intérieur du continent. Selon une récente étude du paysage compétitif en Afrique, les progrès limités dans ces domaines s'expliquent par la baisse de croissance de la productivité et de la compétitivité, et le principal blocage est clairement l'insuffisance relative de l'intégration et des échanges régionaux (WEF, 2017). Cette même étude souligne également que le chevauchement des communautés économiques régionales va grandement à l'encontre du modèle d'environnement favorable aux affaires dont ont besoin les entrepreneurs pour tirer parti des opportunités de croissance.

Selon des estimations provisoires, la ZLEC devrait apporter de considérables bienfaits au niveau des résultats commerciaux et de l'intégration régionale. La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique estime que le commerce intra-africain, largement dominé par les produits industriels et les biens manufacturés, pourrait augmenter de plus de 50 % et même doubler dix ans environ après l'entrée en vigueur de la ZLEC, si les réformes envisagées sont pleinement réalisées et complétées par de solides mesures de facilitation des échanges.

Cette augmentation s'expliquerait par l'obligation pour les pays participants d'éliminer les droits de douane sur 90 % des marchandises au moins. Les économies d'échelle réalisées grâce à l'élargissement du marché continental pourraient faire baisser les coûts généraux de production qui demeurent très élevés, stimuler les échanges et les investissements transfrontaliers sur le continent, et attirer de nouveaux investissements directs étrangers vers la région, tout en les réorientant en même temps vers la production

de biens industriels et manufacturés. Le commerce intra-régional de biens intermédiaires et de biens d'équipement en sortirait renforcé, ce qui aurait notamment pour avantages de faciliter le transfert de technologies et de développer des chaînes de valeur régionales dans lesquelles les entreprises africaines apporteraient une valeur ajoutée en transformant les matières premières en produits finis.

« L'usine Afrique »

Ces chaînes de valeur régionales pourraient aider les pays africains à s'intégrer dans l'économie mondiale, dont les processus de fabrication reposent de plus en plus sur des chaînes mondialisées d'approvisionnement et de valeur. Malgré une externalisation croissante de la production à plusieurs pays, la distribution de la valeur ajoutée dans les chaînes de valeur mondiales reste pour sa plus grande partie à l'intérieur de blocs régionaux. C'est pourquoi il est de plus en plus fait référence à « l'usine Europe », « l'usine Amérique du Nord » et « l'usine Asie » — continents sur lesquels sont concentrées ces chaînes de valeur mondiales (Stöllinger *et al.*, 2018). L'essor des chaînes de valeur au sein de blocs régionaux et leur constante utilité face à une forte mondialisation témoignent des nombreux avantages qu'elles recèlent : en externalisant ou en fabriquant plus près des marchés d'exportation ciblés, elles permettent notamment de baisser les coûts de transport et de raccourcir les chaînes logistiques.

La ZLEC pourrait un jour ou l'autre donner naissance à « l'usine Afrique ». Avec le temps, l'avènement de « l'usine Afrique » (et, en fin de compte, la connexion entre les usines et chaînes de production basées en Afrique et les chaînes de valeur mondiales) permettrait de relier entre eux les réseaux de production de tous les continents.

Depuis des décennies, l'Afrique est qualifiée de continent à fort potentiel — pourtant, année après année, l'exploitation de ce potentiel a été l'un de ses principaux problèmes. Si la ZLEC parvient à susciter ces réformes, cette nouvelle zone de libre-échange pourra libérer les forces du dynamisme africain et donner à ce continent une position d'acteur mondial. **FD**

HIPPOLYTE FOFACK est l'économiste principal de la Banque africaine d'import-export.

Bibliographie :

Brenton, Paul, and Gözde Isik, eds. 2012. "De-Fragmenting Africa: Deepening Regional Trade Integration in Goods and Services." World Bank, Washington, DC.

Fofack, Hippolyte. Forthcoming. "Leveraging the African Private Sector to Enhance the Development Impact of the African Continental Free Trade Area Agreement." *World Economics Journal*, December 2018.

Stöllinger Roman, Doris Hanzl-Weiss, Sandra Leitner, and Robert Stehrer. 2018. "Global and Regional Value Chains: How Important, How Different?" WIIW Research Report 427. Vienna Institute for International Economic Studies, Vienna.

World Economic Forum (WEF). 2017. "The Africa Competitiveness Report 2017." World Economic Forum, Geneva.